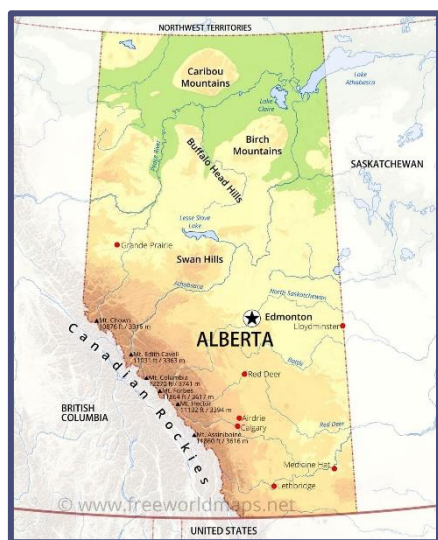




Fiche province – Juillet 2024

Alberta



En bref

L'Alberta est l'une des provinces les plus dynamiques du Canada (3^{ème} contributeur au PIB global après l'Ontario et la Québec) en raison notamment de l'importance de son secteur énergétique. Toutefois, cette dépendance à l'industrie pétrolière, que la province tente d'atténuer par une stratégie de diversification, rend l'économie albertaine très volatile: la chute du prix du pétrole en 2015-2016 a plongé la province dans la récession et la crise liée au Covid-19 a également fortement affecté l'économie en 2020 (récession de 7,9 % du PIB réel), à l'instar du reste du pays. La province a connu depuis lors une reprise parmi les plus vigoureuses, poussée par l'augmentation du prix des hydrocarbures (hausse de 26,2% du PIB nominal contre 4,8% pour le PIB réel). Le PIB de l'Alberta était d'environ 336,3 Md CAD (244 Md€) en 2023.

Chiffres clés

- **Superficie** : 9 984 670 km²
- **Population** (au T2 2024) : 41,0 M hab
- **Densité de population** : 4,1 hab. /km²
- **PIB réel** (dollars enchaînés 2017, 2023) : 2 205 Md CAD
- **PIB/hab.** (2022) : 54 320 CAD
- **Taux de chômage** (juillet 2024) : 6,4%
- **Solde budgétaire** (2023-2024) : - 40 Md CAD (-1,4% du PIB)
- **Dette nette** (2023-2024) : 1 216 Md CAD (42,1 % du PIB)
- **Exportations internationales de biens** (2023) : 769 Md CAD
- **Importations internationales de biens** (2023) : 754 Md CAD
- **Balance commerciale pour les biens** (2023) : + 14,2 Md CAD
- **Principaux pays partenaires commerciaux en 2023 (biens)** : États-Unis (64 %) ; Chine (8 %) ; Mexique (4 %) ; Japon (2%) ; Allemagne (2 %), Royaume-Uni (2%)
- **Échanges de biens France – Canada** (2023) : 12,9 Md CAD

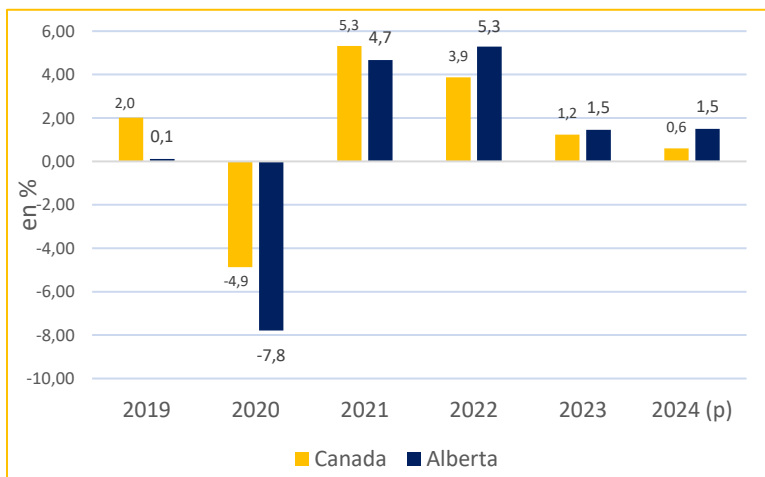


- **Superficie** : 661 848 km²
- **Population** (T2 2024) : 4,8 M habitants
- **Densité de population** : 7,3 hab/km²
- **PIB réel** (dollars enchaînés, 2023) : 336,3 Md CAD
- **PIB/hab.** (2024) : 508 123 CAD
- **Taux de chômage** (juillet 2024) : 7,1 %
- **Solde budgétaire provincial** (2023-2024) : +5,2 Md CAD
- **Dette nette (2023-2024)** : 44,8 Md CAD
- **Exportations internationales de biens** (2023) : 181,4 Md CAD
- **Importations internationales de biens** (2023) : 41,2 Md CAD
- **Balance commerciale (2023)** : +140,2 Md CAD
- **Principaux pays partenaires commerciaux en 2023 (biens)** : États-Unis (84,0 %) ; Chine (4,7 %) ; Japon (1,5 %)
- **Échanges France – Alberta** (2023) : 489 M CAD

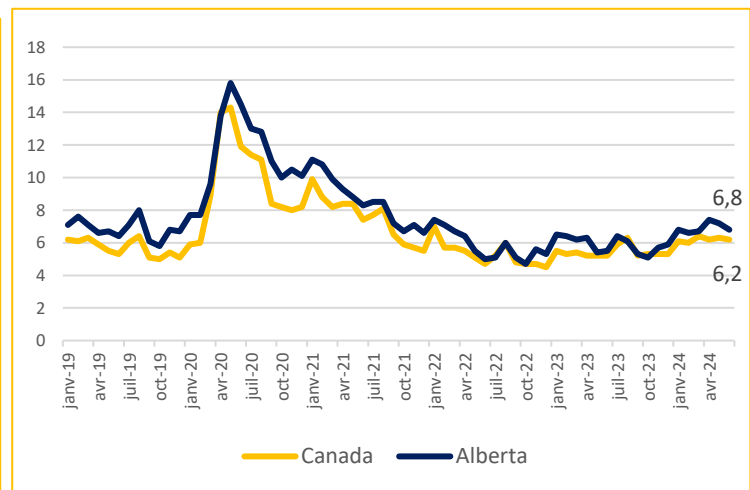


Principaux indicateurs économiques

Produit intérieur brut

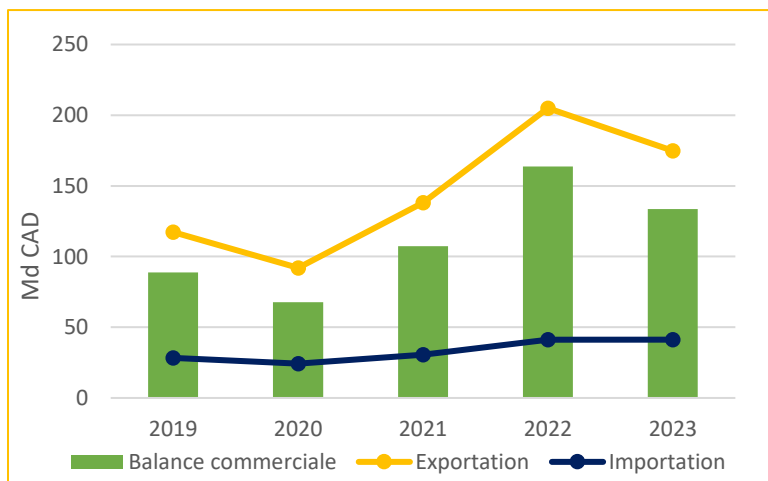


Taux de chômage



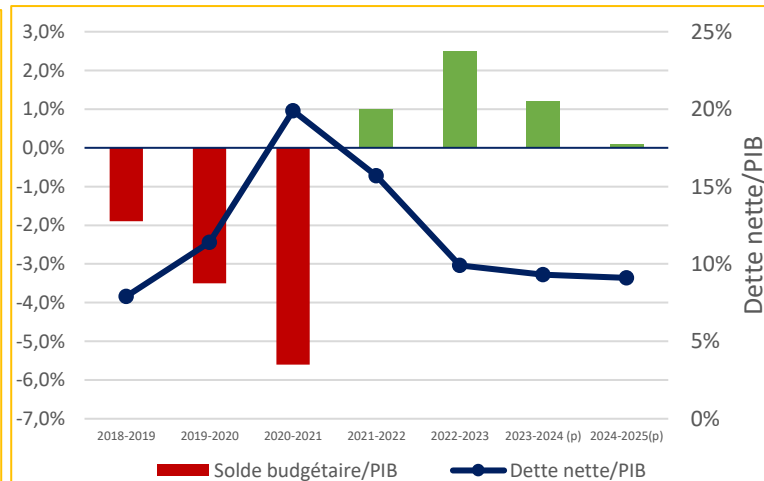
Source : Statistique Canada

Commerce international de biens



Source : Statistique Canada

Dettes et solde budgétaire



Source : RBC fiscal tables, TD Economics et Scotiabank

Présentation générale

L'Alberta, le « Texas canadien »

L'Alberta est une province importante du Canada, tant sur le plan économique que démographique. Située à l'ouest du pays, elle est bordée par la Colombie-Britannique à l'ouest, la Saskatchewan à l'est et les Territoires du Nord-Ouest au nord.

L'Alberta est la 4^{ème} province la plus peuplée du Canada avec 4,8 millions d'habitants, soit près de 11,8 % de la population du Canada. Sa superficie, 661 848 km², est équivalente à celle du Texas, ou encore à celle de la France, du Benelux et de la Suisse réunis. 58 % du territoire albertain est constitué de forêts. Edmonton est la capitale provinciale (1,4 M d'habitants), tandis que Calgary (1,5 M d'habitants) constitue le centre économique. En 10 ans (2014-2024), la population albertaine a crû de 19,7 %, soit la 4^{ème} plus forte hausse enregistrée parmi les provinces (+16,1 % en moyenne sur la même période au Canada), derrière le Yukon, (+24,9 %), l'Île-du-Prince-Édouard (+23,1 %) et la Colombie-Britannique (+20,9 %).

LE CHIFFRE À RETENIR

11,8 %

Part de la population canadienne

L'économie albertaine repose toujours principalement sur l'exploitation d'importantes ressources pétrolières et gazières. La province concentre à elle seule 97% des réserves de pétrole du pays connues à ce jour, avec 166,3 milliards de barils potentiellement extractibles; le Canada possède 10,3% des réserves mondiales, soit le troisième rang mondial, derrière le Venezuela (18%) et l'Arabie Saoudite (16,1%). Ces réserves sont toutefois composées essentiellement de sables bitumineux, ce qui implique un coût d'extraction élevé et d'importantes émissions de GES (environ 3 fois plus que pour l'extraction de pétrole conventionnel) et des technologies perfectionnées. Le ministère des Ressources naturelles du Canada estime que l'évolution technologique pourrait augmenter les réserves réellement extractibles à 300 milliards de barils, soit 270 ans d'exploitation au rythme de l'année 2021 en Alberta.

Le secteur de la production industrielle et énergétique reste de ce fait prépondérant dans le PIB provincial (respectivement 28,7 % et 23,2 % en 2023). Calgary concentre la quasi-totalité des sièges sociaux des sociétés canadiennes et étrangères du secteur des hydrocarbures. De leur côté, Edmonton et Red Deer se positionnent en base arrière industrielle des chantiers de Fort McMurray pour l'extraction du pétrole issu des sables bitumineux. Malgré sa dépendance au secteur énergétique, l'Alberta dispose également d'autres secteurs bien implantés, comme celui de l'extraction minière, l'exploitation de carrières, l'agriculture, les hautes technologies, etc.

L'Alberta fait face à plusieurs défis économiques, dont le principal est la transition vers une économie plus verte, en réduisant la dépendance au pétrole et en diversifiant davantage son économie. La province a également dû faire face à des ralentissements économiques liés aux fluctuations des prix du pétrole, ce qui a entraîné des cycles de récession et de reprise.

Depuis 2022, la Première ministre de l'Alberta est Danielle Smith, chef du Parti Conservateur Uni (PCU), un parti de droite formé en 2017 par la fusion du Parti progressiste-conservateur et du Parti Wildrose.

LE CHIFFRE À RETENIR

1,45%

Croissance du PIB réel en 2023

Perspectives économiques

Après une forte récession dans le contexte de la pandémie, les perspectives économiques apparaissent positives

Après avoir subi la plus forte récession des provinces canadienne en 2020 (-7,8 %), l'économie albertaine a connu une importante reprise et a vu son PIB augmenter chaque année. En effet, le taux de variation annuel du PIB albertain est positif depuis 2021 et l'Alberta a retrouvé un PIB équivalent à celui d'avant 2019 (326,2 Md CAD). Le rebond des prix de l'énergie en 2022-2023 a stimulé la croissance du PIB, mais cette reprise reste vulnérable aux fluctuations des marchés mondiaux. Les projections à court et moyen termes anticipent une croissance modérée du PIB, soutenue par des investissements continus dans le secteur pétrolier ainsi que par des initiatives de diversification économique.

Le taux de chômage en Alberta a historiquement suivi les cycles économiques du secteur énergétique. Si le taux de chômage s'est maintenu autour de 7% entre 2018 et début 2020 (entre 6,1 et 7,6 % en fonction des mois), celui-ci était cependant supérieur au taux moyen canadien (une différence de l'ordre d'1% à 1,5%), témoignant de la difficulté pour la province de rattraper le déficit de croissance né de l'épisode de récession survenu en 2015-2016, après la chute des prix du pétrole. L'arrêt d'une partie de l'activité économique engendré par l'épidémie de Covid-19 a naturellement entraîné une hausse rapide du chômage au cours de l'année 2020, avec un pic de 15,5 % atteint en mai. Le taux de chômage a ensuite rapidement diminué pour revenir aux niveaux pré-pandémiques dès début 2022 (6,5% en février). La baisse s'est poursuivie au cours de l'année 2022 pour atteindre en juillet 2022 son niveau le plus bas depuis 2014 (4,9%), avant de se stabiliser. En juillet 2024, le taux de chômage de l'Alberta est à 7,1 %, soit juste au dessus du taux de chômage national à 6,4 %.

La croissance démographique de l'Alberta est un facteur essentiel de sa dynamique économique. Avec une augmentation annuelle de la population de 4,3 % en 2023, la province attire continuellement des migrants, tant interprovinciaux qu'internationaux, grâce à ses opportunités économiques et à un coût de la vie relativement abordable par rapport à d'autres provinces canadiennes. Cette croissance démographique soutient la demande intérieure, notamment dans les secteurs du logement, de la consommation et des services publics. Cependant, elle impose également des défis importants en termes d'infrastructures et de services. Les principales villes de la province, Calgary et Edmonton, absorbent une grande partie de cette croissance, ce qui conduit à une urbanisation rapide. Cette expansion urbaine pose des problèmes de planification urbaine, de gestion des ressources et de maintien de la qualité de vie, comme l'ont illustré récemment les difficultés sur le réseau de

distribution d'eau de Calgary. Les gouvernements locaux et provincial devront investir de manière significative dans les infrastructures de transport, les systèmes de santé, l'éducation, et le logement pour s'assurer que cette croissance démographique se traduise par une prospérité partagée et une qualité de vie élevée.

Finances publiques

Excédents réduits, une gestion rigoureuse de la dette

L'Alberta se démarque dans le paysage budgétaire canadien par une gestion prudente de ses finances, malgré un contexte économique mondial incertain. Alors que plusieurs provinces accumulent des déficits, l'Alberta a enregistré en 2023-2024 un excédent de 5,2 Md CAD, soit 1,2 % de son PIB. Bien que ce chiffre soit inférieur aux 5,6 Md CAD projetés lors de la mise à jour budgétaire de novembre 2023, il reste nettement au-dessus des prévisions initiales de 2,4 Md CAD.

Pour l'exercice 2024-2025, la province projette un excédent bien plus modeste de 400 M CAD. Cette diminution reflète les défis économiques à venir, mais elle inclut également une provision pour imprévus de 2 Md CAD, destiné à répondre aux imprévus économiques, notamment la volatilité des prix des matières premières.

Sur le front de la dette, l'Alberta affiche un fardeau nettement inférieur à la moyenne des autres provinces canadiennes. La dette nette de la province représente moins de 10 % du PIB, une situation enviable comparée à des provinces comme l'Ontario, où ce ratio dépasse les 40 %. En 2024-2025, les besoins d'emprunts bruts de l'Alberta sont estimés à 19,8 Md CAD, en grande partie dû au préfinancement de 12 Md CAD pour rembourser des dettes arrivant à échéance en 2025-2026. Cette stratégie de gestion proactive de la dette vise à stabiliser les finances provinciales à long terme, en réduisant les risques de fluctuations des taux d'intérêt.

Dépendance aux ressources naturelles : une source de revenus sous pression

L'économie albertaine reste fortement tributaire de ses ressources naturelles, en particulier du pétrole et du gaz, qui constituent une part prépondérante des revenus provinciaux. Alors que 2022 a été une année record (10,4 Mds CAD d'excédent budgétaire, grâce aux redevances pétrolières qui ont atteint 28 Mds CAD, soit 36% des recettes de la province), la province a été frappée en 2023 par une baisse significative des prix de l'énergie, entraînant une chute du PIB nominal de 4,1 %. Les prix du pétrole et du gaz naturel ont diminué de plus de moitié, mettant de nouveau en lumière la vulnérabilité de l'Alberta aux fluctuations des marchés mondiaux. Les projections budgétaires pour 2024-2025 se basent sur un prix moyen du brut WTI de 74 US\$ par baril, avec un différentiel de 16 US\$ entre le brut léger et le brut lourd. Ces hypothèses, bien que réalistes dans le contexte actuel, restent sensibles aux aléas des marchés internationaux. Toute baisse prolongée des prix de l'énergie pourrait ainsi réduire les revenus de la province, forçant des ajustements budgétaires potentiellement douloureux.

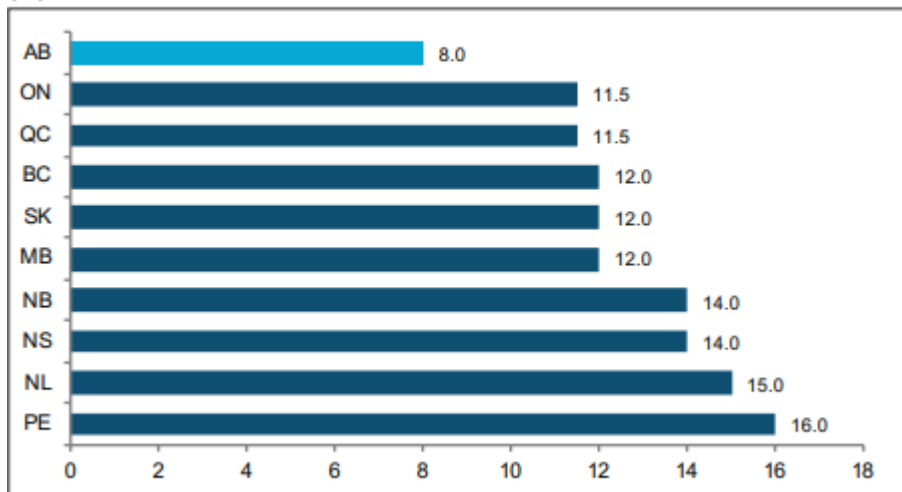
En 2023-2024, les recettes fiscales de l'Alberta, y compris les impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés, ainsi que les redevances sur le bitume, ont dépassé les prévisions de 7 %, contribuant à l'excédent budgétaire. Cependant, les dépenses ont également dépassé les attentes de 2,9 %, principalement en raison des coûts liés aux incendies de forêt et à l'assistance aux secteurs agricoles sinistrés (1,5 Mds CAD prévus en début de budget contre 2,9 Mds effectivement dépensés).

Le Fonds Héritage : une bouée de sauvetage pour l'avenir

Face aux incertitudes économiques, l'Alberta continue de renforcer son Fonds Héritage, un fonds souverain créé en 1976 pour assurer une gestion prudente de la manne pétrolière et qui atteint aujourd'hui plus de 20 Md CAD. Le gouvernement prévoit de diriger 2 Mds CAD d'excédents dans le fonds en 2024. Il constitue une bouée de sauvetage essentielle pour l'avenir économique de la province, offrant une réserve financière en cas de chocs économiques majeurs ou de baisses prolongées des recettes fiscales. Le gouvernement de l'Alberta prévoit d'accroître ce fonds dans les années à venir.

Plus généralement, l'Alberta se distingue des autres provinces canadiennes par une fiscalité très attractive, comme en témoigne par exemple l'absence de taxe provinciale sur la consommation et sur les salaires. L'Alberta a aujourd'hui le taux d'imposition des sociétés le plus bas du Canada et l'un des plus bas d'Amérique du Nord, depuis sa réduction de 10 % à 8 % entre 2020 et 2022.

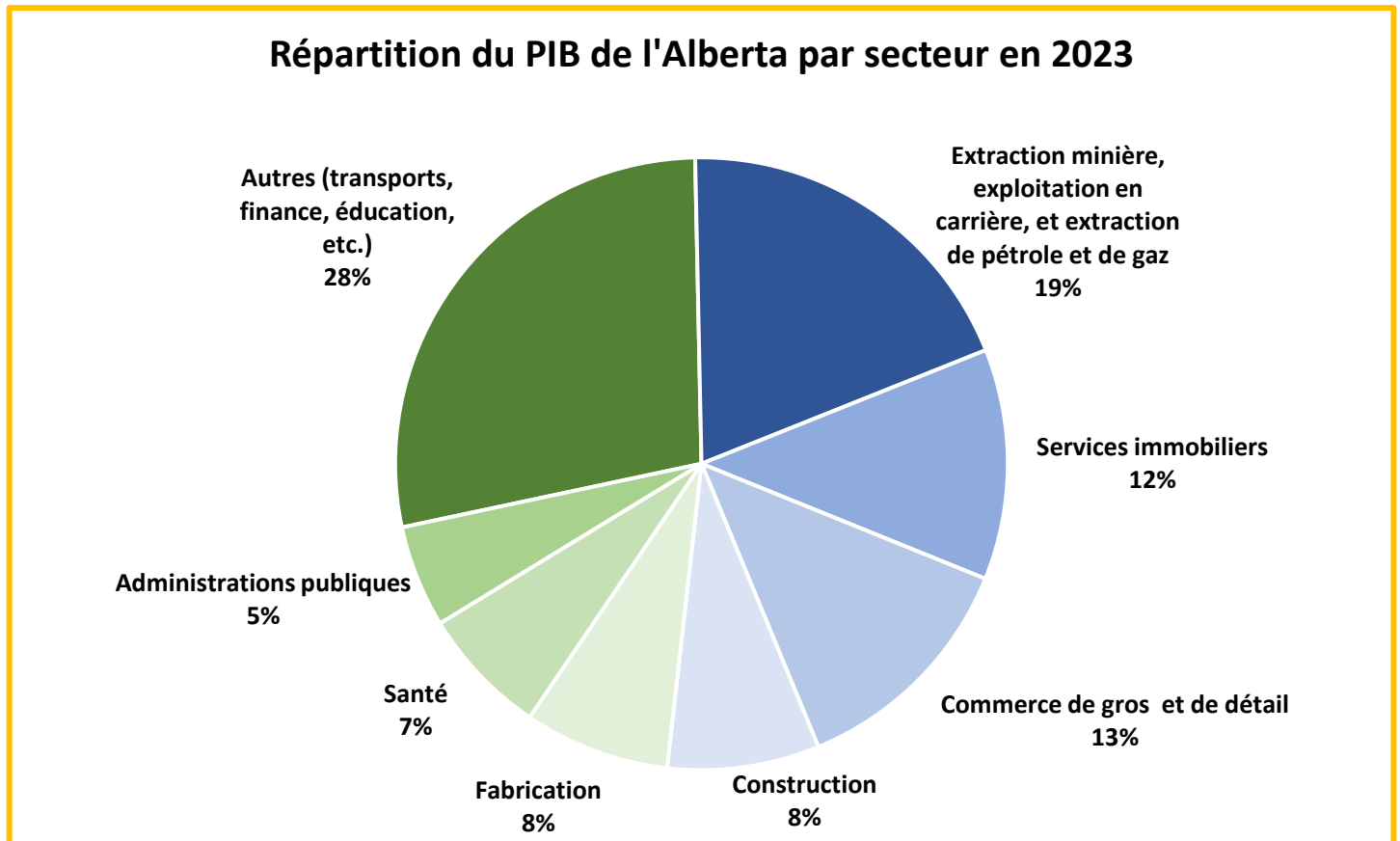
**Provincial General Corporate Income Tax Rates
(%)**



* Corporate income tax rates known as of February 2, 2024.

Aspects sectoriels

Répartition du Produit intérieur brut (PIB) du Nouveau-Brunswick aux prix de base, par industries en 2023 :

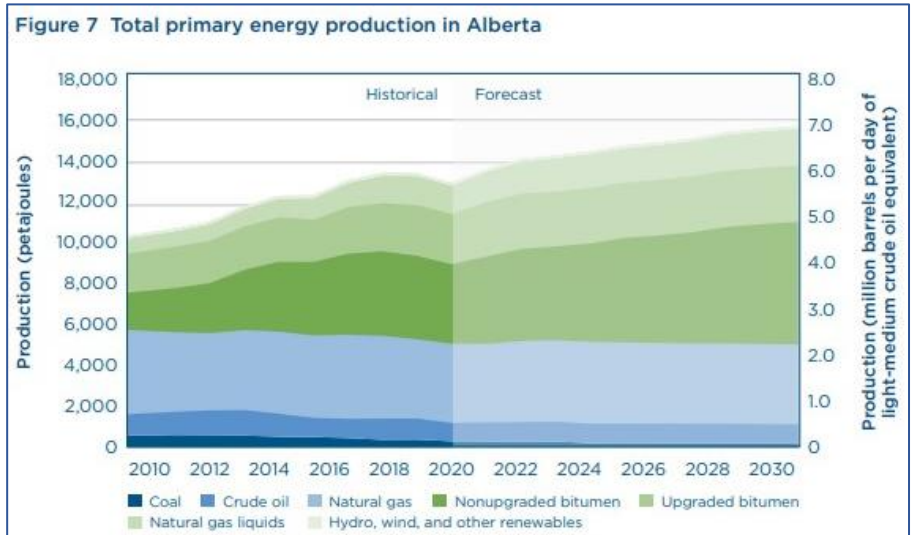


Source : [Statistique Canada, Tableau 36-10-0402-01 Produit intérieur brut \(PIB\) aux prix de base, par industries, provinces et territoires](#)

Energie et matières premières

L'économie de l'Alberta est largement dépendante du secteur énergétique et de la demande américaine. En effet, si le secteur énergétique, à lui seul, représentait en 2023 23,2 % du PIB de la province, il constituait 75 % de la valeur totale des marchandises exportées cette année-là par l'Alberta, soit 130,8 Md CAD (72 87,5 Md €). Les produits énergétiques albertains représentaient également 69,7 % des toutes les exportations

canadiennes du secteur en 2023 et formaient à eux seuls 18,4 % des exportations nationales canadiennes. Les Etats-Unis sont quasiment le seul débouché international pour le secteur de l'énergie de l'Alberta, qui y a exporté 97,4 % de la valeur de ses marchandises en 2023.



Malgré son importance pour l'économie albertaine et pour le Canada en général, les dépenses d'exploration et de mise en valeur des gisements dans la province sont en baisse depuis leur pic de 2019, quand elle représentaient 53,2 M CAD (35,4 M€), c'est-à-dire 2,3% des dépenses totales de la province. Entre 2019 et 2023, les dépenses ont baissé de 35%, et s'élèvent à 34,6 M CAD en 2023. Cependant, les intentions de dépenses pour 2024, recueillies entre octobre 2023 et février 2024, prévoient des dépenses à hauteur de 50,1 M CAD (33,4 M€) – qui représenteraient 1,2% des dépenses totales de la province. Cette dynamique est facilitée par les profits records réalisés par les majeures pétrolières en Alberta depuis 2021. Les exportations de produits énergétiques de la province ont en 2021 et 2022, en grande partie grâce à la hausse de leur prix sur les marchés, mais ont diminué de 18,7 % en 2023.

Dans le contexte d'une crise d'approvisionnement énergétique liée à la guerre en Ukraine, la diversification des voies d'accès aux marchés revêt une importance décisive pour une province sans voie d'accès direct à la mer. Une partie des dépenses du secteur porte ainsi désormais sur des projets d'acheminement des hydrocarbures vers de nouveaux marchés porteurs à l'étranger, notamment l'Asie-Pacifique, à l'instar du projet d'extension de l'oléoduc Trans Mountain (TMX) qui s'est finalisé en mai 2024. TransMountain a été profondément remanié pour doubler le pipeline existant, avec une augmentation de la capacité de 300 000 b/j à 890 000 b/j et la création de 12 stations de pompes ainsi que de 1147 km de réseau. Le coût du TMX, estimé à 5,4 Md CAD (3,6 Md €) lors de son lancement

en 2013, a finalement explosé à 34 Md CAD (22,85 Md €), faisant de ce projet d'infrastructure le plus cher de l'histoire du Canada.

Un autre projet, celui d'oléoduc Keystone XL porté par l'entreprise canadienne TC Energy, devait permettre de relier l'Alberta (Hardisty) au Nebraska (Steele City), facilitant ainsi le transit du pétrole canadien vers le golfe du Mexique à hauteur de 830 000 barils / jour. Toutefois, il s'est opposé à une forte résistance de la part des autorités américaines, qui par deux fois a suspendu le projet (durant les mandats du président Obama), avant de faire volte-face au cours du mandat du président Trump. Finalement, l'annonce faite par le président Biden, en janvier 2021, de révoquer l'un des permis de construction délivrés par les autorités américaines a forcé TC Energy à abandonner ce projet. Le gouvernement albertain estime que l'arrêt de ce projet entraînera une perte d'environ 1,3 Md CAD (883 M€) pour la province.

Plus largement, les projections dans le secteur énergétique mondial et les circonstances actuelles conduisent certains observateurs à s'interroger sur la politique énergétique de la province. Se pose en effet la question de la compétitivité des hydrocarbures canadiens face aux gros producteurs mondiaux (notamment moyen-orientaux), donc les réserves sont plus importantes et qui bénéficient surtout d'un avantage comparatif en termes de coût d'extraction par rapport au Canada et de meilleures performances en matière d'émissions de GES. Conscient également de la difficulté de faire coexister l'industrie d'extraction du pétrole des sables bitumineux très fortement polluante et ses objectifs de réduction des émissions de GES, la province investit désormais massivement dans l'innovation des techniques d'extraction, l'électrification des infrastructures du secteur, à travers notamment le CanmetENERGIE (un centre de R&D dans le domaine) ainsi que dans les projets de capture et de stockage du carbone.

L'Alberta a aussi entrepris de diversifier son secteur énergétique et de lutter contre le réchauffement climatique, notamment à travers le **développement de ses secteurs nucléaire et solaire**. En effet, le Gouvernement de l'Alberta a annoncé en mars 2022 la signature d'un partenariat stratégique avec l'Ontario, la Saskatchewan et le Nouveau-Brunswick pour le développement de petits réacteurs nucléaires modulaires (SMR). Le gouvernement provincial voit dans les petits réacteurs modulaires une source potentielle d'énergie sans émissions et à faible coût pour les régions isolées, ainsi que pour les industries qui ont besoin de vapeur comme les sables bitumineux. Ce choix répond par ailleurs à l'objectif du gouvernement de l'Alberta de produire 30 % de son électricité à partir de sources renouvelables (en 2020, ce chiffre était à 18 %). Un rapport de la banque RBC a indiqué que 61 projets solaires sont en cours dans la province et devraient être opérationnels en 2025, dont le projet Travers Solar, qui deviendrait la plus grande centrale photovoltaïque au Canada (465 MW). Par ailleurs, l'Alberta a lancé en avril 2021 un « *hub* » consacré au **développement de l'hydrogène dans la province**. Ce projet représente un investissement limité (2 M CAD/1,5 M€) mais permet à la province de se positionner parmi les régions en pointe sur ce marché qui, à terme, pourrait représenter jusqu'à 100 Md CAD (67 Md €) à l'échelle nationale. De nombreux projets liés à l'hydrogène sont ainsi en préparation dans la province. La province est également celle qui, sur moyenne période, a enregistré

le volume le plus important de projets dans le secteur des énergies renouvelables. Le développement de l'éolien et du solaire dans la province, jusque-là très dynamique, a toutefois connu un coup d'arrêt significatif en 2023 avec la mise en d'un moratoire sur tous les projets, afin de développer un cadre réglementaire destiné à limiter les effets de ces projets sur l'agriculture, l'environnement, les municipalités et les paysages vierges. L'institut Pembina, think-tank canadien, comptabilise 53 projets abandonnés suite à ce moratoire (pour un total de 8,6 GW) et le retard de mise en service d'environ 15 mois de 42 autres.

Agriculture et agroalimentaire

L'agriculture est une composante encore importante de l'économie de l'Alberta, représentant 3% de son PIB. Les revenus agricoles de la province s'élevaient à 22,3 Mds CAD (14,9 Mds €) en 2022, dont 6,7 Mds CAD (4,5 Mds €) issus du bétail (bœufs et veaux), 4,4 Mds CAD (3 Mds €) du canola, 3,4 Mds CAD (2,28 Mds €) du blé. L'Alberta est la première province productrice de bœuf au Canada et possédait plus de 43% du cheptel canadien en 2022 (12,3 millions de têtes). En 2022, les ventes de produits alimentaires de l'Alberta ont atteint un nouveau sommet avec un montant de 22,7 Mds CAD (15,2 Mds€), soit 20,9 % du total des produits manufacturés de la province; plus de la moitié sont des produits fabriqués à base de viande. Le secteur agricole et agroalimentaire enregistre également de bonnes performances à l'international et l'Alberta a atteint un nouveau record en 2023 avec des exportations qui s'élevaient à 11,9 Mds CAD (7,9 Mds €) - en hausse de 35% par rapport à 2021 – et dont 3,6 Mds CAD (2,41 Mds €) de produits carnés à base de viande bovine, 3 Mds CAD (2 Mds €) de blé et 1,9 Mds CAD (1,27 Mds €) de graines de canola. La première destinations à l'export demeure les Etats-Unis qui représente 45,7% des exportations agroalimentaire de l'Alberta, suivis de la Chine (15,8%), le Japon (10,7%), le Mexique (5,4%) et la Corée du Sud (2,6%). Ces 5 premiers partenaires à l'export du Canada concentrent 80% des exportations agroalimentaires de la province.

Hautes technologies / T.I.C.

Les principaux secteurs de hautes technologies en Alberta sont les technologies propres, les technologies de l'information et des communications (TIC), les sciences de la vie et les nanotechnologies. Le gouvernement de l'Alberta, à travers l'agence publique *Alberta Innovates*, accompagne l'industrie des TIC pour soutenir le développement de nouvelles technologies, accroître la commercialisation et développer de nouveaux marchés et opportunités. L'industrie des TIC comprend environ 4 600 entreprises et 45 000 employés, ce qui en fait un des secteurs clés de l'Alberta. Amazon Web Services a annoncé un investissement de 4,3 Md CAD (3 Md €) dans un centre de « *cloud computing* » à Calgary, qui a ouvert fin 2023.

En Alberta, l'industrie aérospatiale est dominée par la production de systèmes géospatiaux et de ses composantes et pièces. Ce secteur emploie 6 000 salariés (compagnies aériennes et aéroports non compris). La province est active dans les secteurs de la robotique et des systèmes de véhicules téléguidés, des sciences spatiales, géomatiques, des systèmes de navigation, et des services d'entretien et de réparation.

Relations économiques bilatérales

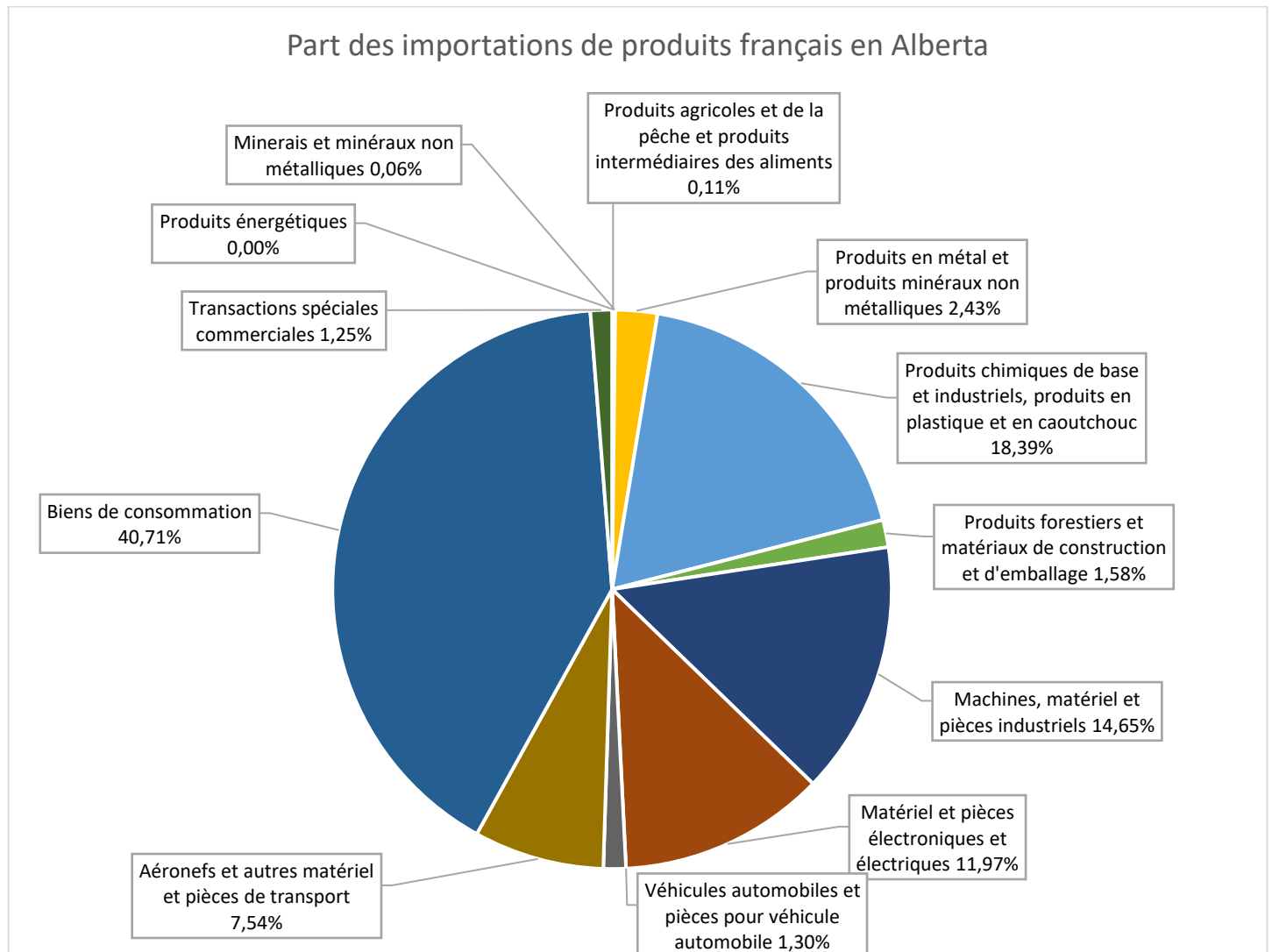
Les échanges entre la France et l’Alberta en légère baisse par rapport à 2022

Les échanges bilatéraux de marchandises représentaient 484,7 M CAD (320,5 M €) en 2023, en baisse de 6,6 % par rapport à l’année précédente où les échanges étaient de 519,0 M CAD (343,2 M €). Ces échanges représentent 3,9 % des échanges commerciaux totaux du Canada avec la France. En 2023, l’Alberta a exporté pour 131,1 M CAD (86,7 M€) vers la France, contre 193,0 M CAD (127,6 M€) en 2022, et a importé pour 353,6 M CAD (233,8 M€), contre 326,0 M CAD (215,6 M€) en 2022.

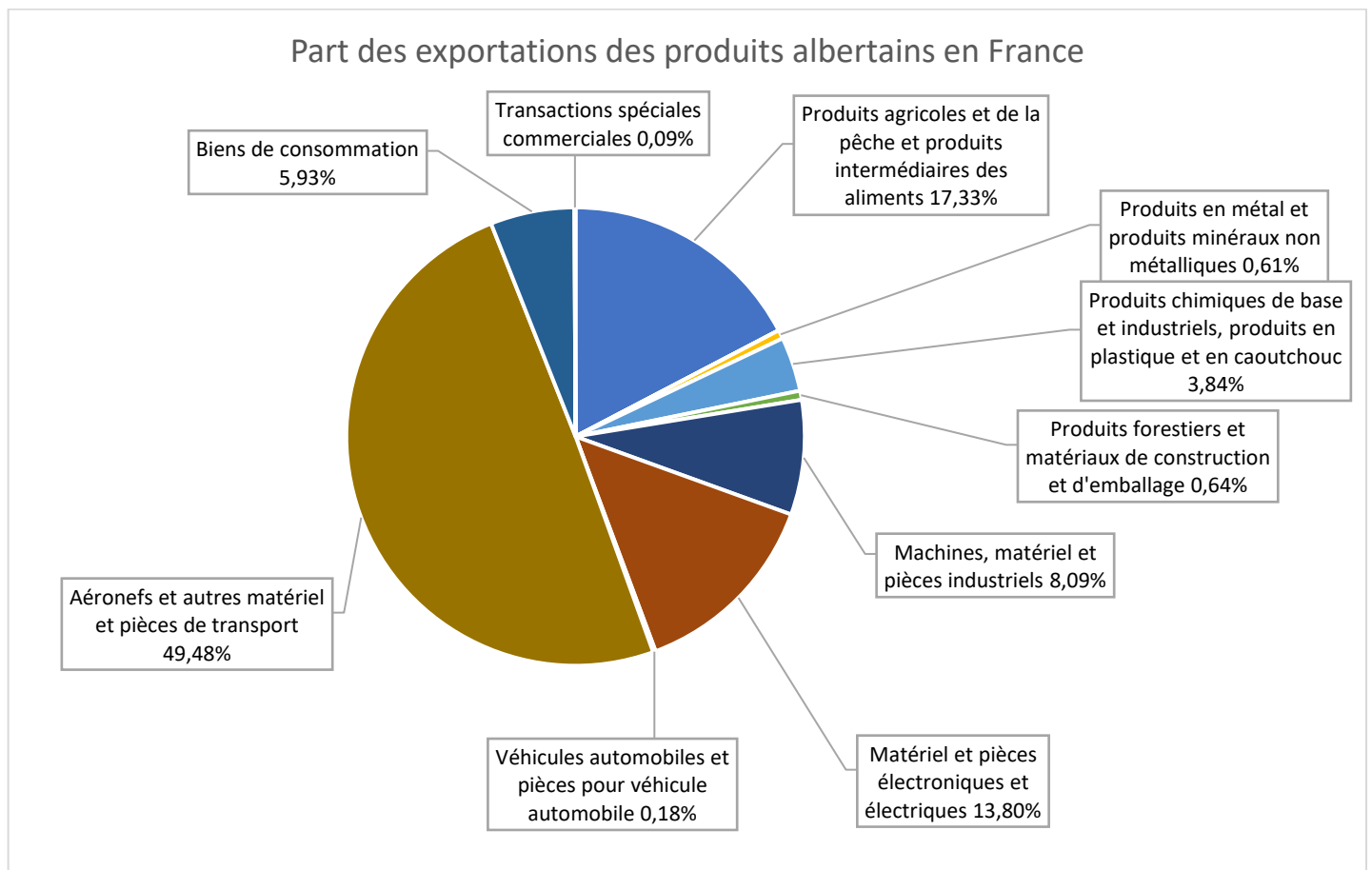
Les échanges de biens France – Alberta en 2023

	M CAD	M EUR	Évolution 2023/2022
Exportations françaises	353,6	234	+8,5 %
Importations	131,1	86,7	-32,1 %
Total des échanges	484,7	320,5	-6,6 %
Solde des échanges	222,5	147,1	+67,2 %

En 2023, les importations de produits français en Alberta concernaient principalement les biens de consommation (40,71%), les produits chimiques, plastiques et en caoutchouc (18,39%), les machines, matériel et pièces industriels (14,65%) et le matériel et pièces électroniques et électriques (11,97%).



En 2023, les exportations albertaines vers la France concernaient principalement les aéronefs et autres matériel et pièces de transport (49,48%, les produits agricoles et de la pêche (17,33%) et le matériel et pièces électroniques et électriques (13,8%).



L'Alberta compte une cinquantaine de groupes français présents sur 112 sites. La présence française en Alberta est centrée sur la production et les services pour les hydrocarbures. En effet, on y relève la présence de Schlumberger, ou encore de l'Institut français du pétrole (IFP) Energies Nouvelles. TotalEnergies, qui était historiquement présent, a fortement réduit ses effectifs en Alberta au cours des dernières années, notamment suite aux pertes enregistrées en 2016. Le groupe a revendu progressivement ses actifs dans l'exploitation des sables bitumineux (dépréciation exceptionnelle de ses actifs de 9,3 Md CAD (6,2 Md€)) pour se concentrer sur les énergies renouvelables.

La présence française en Alberta est également marquée dans le secteur bancaire et financier avec des banques telles que BNP Paribas, Société Générale et sa filiale de courtage Newedge, qui

s'inscrivent dans un contexte de développement rapide du secteur financier en Alberta, notamment tiré par le dynamisme des secteurs de l'énergie et de la construction.

La présence française est par ailleurs forte dans le secteur du BTP, notamment dans le cadre de la rénovation du périphérique de Calgary. En effet, des constructeurs comme Lafarge (sites de cimenteries, maintenance d'autoroute à Edmonton) et Vinci (branche Vinci Construction à Fort McMurray) ont gagné de nombreux appels d'offre dont le cadre du programme de travaux et de développement des infrastructures de la province.

Enfin, Decathlon a ouvert fin 2021 son dixième magasin au Canada, à Calgary. Le magasin, le premier dans l'ouest du pays, se différencie notamment grâce à son entrepôt informatisé, situé à l'arrière du magasin et comprenant 27 robots.

Contrats et opportunités récentes pour les entreprises françaises

Suez Environment, devenu dans l'intervalle Veolia, a renouvelé en janvier 2021 son partenariat avec la province pour l'exploitation de l'usine de traitement de déchets de Swan Hills (93 M CAD/59 M € pour 5 ans). L'entreprise française exploite cette usine de traitement des déchets depuis 2010.

Le groupe français Vinci (65%), associé à la société canadienne Graham (35 %), a annoncé le 16 juillet 2020 avoir décroché un contrat d'une valeur de 183 M€ pour réaliser la dernière section du périphérique de la ville de Calgary. Cette infrastructure routière de cinq kilomètres au sud de la ville comprendra quatre échangeurs, sept ponts ainsi qu'un passage souterrain pour les piétons. Les travaux englobent le terrassement, le drainage, la pose des enrobés et l'installation de l'éclairage public. Le terme de ce chantier, remporté par des filiales de Vinci (Carmacks, filiale d'Eurovia, et VINCI Construction Terrassement), est prévu pour 2024.

Air Liquide et Shell Chemicals ont renouvelé en juillet 2019 des contrats pour la fourniture d'oxygène, d'azote, de vapeur et d'électricité au site Scotford de Shell près de Fort Saskatchewan en Alberta. Dans le cadre de cet engagement à long terme, Air Liquide rénovera ses installations à Scotford, ce qui favorisera également la croissance future au sein de ce bassin industriel clé.

Fin octobre 2022, le président de la République française a annoncé vouloir renforcer la flotte de « Canadair » pour mieux lutter contre les incendies dans l'hexagone. Le plan de « réarmement d'urgence » comprend un investissement de 250 M € (344 M CAD) pour l'achat de 16 DHC-515 d'ici 2027. Le DHC-515 est le nouveau-né des avions citernes fabriqués par De Havilland, entreprise basée à Toronto, qui les assemblera à partir de 2026 dans une usine encore en construction dans la région de Calgary.